

La loi du ciseau sur le réseau !

Suite à l'annonce du gel de la construction du RER et de la rénovation des lignes Bruxelles-Namur et Namur-Luxembourg, les étudiants réagissent. Pour l'AGL, ces coupes budgétaires sont à l'opposé des besoins. Il est, au contraire, indispensable d'investir dans le rail, pour un service public de qualité.

Pour les étudiants, le train constitue le moyen de transport principal : qu'ils soient kotteurs ou non, un très grand nombre d'entre eux utilise le train de façon régulière. Quand on y augmente le prix des billets ou quand on supprime des lignes, cela fait grincer des dents sur les campus.

C'est tout récemment que la nouvelle est tombée : les lignes 161 et 162 qui relient Bruxelles au Luxembourg, en passant par Namur et Ottignies et qui devaient être rénovées ne le seront pas bientôt. En effet, le financement a été gelé. Il en va de même pour la construction du RER jusqu'à Ottignies. Du côté des étudiants, on peut dire que la nouvelle passe mal. Leïla Van Keirsbilck, vice-présidente de l'Assemblée Générale des Étudiants de Louvain (AGL), assène : « Cette mesure pose problème, ces deux chantiers étaient importants, car la quasi-totalité des étudiants navetteurs transitent par Bruxelles, Namur ou Ottignies. Or, la ligne est une des pires en termes de retard de Wallonie, et avait bien besoin de rénovations. Rappelons que la gare d'Ottignies n'est pas adaptée pour les personnes à mobilité réduite. Le RER, qui devait diviser par deux le temps de trajet entre Louvain-la-Neuve et Bruxelles, est aussi gelé ». Les étudiants pointent enfin le fait que retarder des rénovations engendrera un coût des travaux plus élevé, à cause des détériorations entre temps.

Ces nouvelles mesures prises par le gouvernement s'ajoutent au récent plan transport de la SNCB, dans lequel le temps de parcours sur l'ensemble du réseau s'est vu augmenté dû notamment à la diminution des lignes sans ruptures de charges. L'AGL, qui avait déjà réagi à ce plan partiellement défavorable envers les étudiants, avait obtenu un train en plus le dimanche mais la réponse principale de la SNCB consistait en une promesse d'amélioration due à l'arrivée prochaine du RER. Aujourd'hui, cette solution attendue par les étudiants est reportée. Jusqu'à quand ? Car le problème est plus profond et est à prendre à la racine : « Le gouvernement compte retirer 2,1 milliards à la SNCB, est-ce bien sage ? Avec de pareilles coupes budgétaires, la SNCB n'a aucune marge pour améliorer son service » poursuit l'étudiante. L'urgence est donc, pour l'AGL, de financer le service public à la hauteur de ses besoins, sinon il ne pourra que se dégrader. Or, enchaîne Leïla Van Keirsbilck : « Les trains sont toujours bondés, ce qui est normal puisque le nombre d'utilisateurs de la SNCB ne fait, lui, qu'augmenter. In fine, c'est donc vers la ministre Galant que nous nous tournons afin de réclamer davantage de cohérence entre les investissements nécessaires et la demande de service de la part des citoyens. En clair, qu'elle investisse dans le rail plutôt qu'y retirer du budget. Ce n'est que comme cela que nous aurons des chemins de fer de qualité et accessibles tous ».

À l'heure où les défis environnementaux s'accumulent et les inégalités sociales se creusent, c'est d'une politique de mobilité ambitieuse et durable dont les étudiants et les citoyens ont besoins.

Contact

Leïla Van Keirsbilck, **Vice-présidente sociale**
0496/81.71.51 | lvankeirsbilck@aglouvain.be

Olivier Malay, **Responsable communautaire**
0494/14.08.08 | omalay@aglouvain.be